

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Le-projet-Kerry-prelude-de-L-Etat,1423.html

Un nouvel "Accord d'Oslo" pour la Palestine ?

Le projet Kerry : prélude de « L'Etat des Juifs »

- Internationale -

Date de mise en ligne : dimanche 2 février 2014

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Les événements graves se succédant en Palestine occupée, sans que beaucoup se rendent compte de ce que les déclarations et les décisions prises par le gouvernement israélien vont avoir comme impact sur la cause palestinienne.

Les responsables sionistes, appuyés et défendus par l'administration étasunienne, tentent de profiter, au maximum, des développements politiques et militaires de la région - depuis la guerre qui se déroule en Syrie et ses répercussions sur le Liban et jusqu'aux préoccupations du peuple égyptien - afin de créer les conditions nécessaires pour faire passer le projet dit « Israël, Etat des Juifs dans le monde » ; ce projet que le président étasunien Barak Obama avait remis en avant dès le début de son second mandat afin de tenir la promesse qu'il avait faite au lobby sioniste dans ce sens.

Le projet dit de « L'accord - cadre »

Pour ce faire, un nouveau projet fut mis en route, « l'accord - cadre », que le ministre des Affaires étrangères John Kerry avait mis en route en novembre dernier, lors de sa dixième visite dans la région.

Ce projet - qui fut plébiscité par l'Arabie saoudite et la Jordanie, avant même d'en connaitre le contenu et d'en avoir vu la version complète - s'est avéré être très dangereux, parce qu'il impose au peuple palestinien de nouvelles concessions se rapportant aux problèmes de souveraineté, de territoires, du droit au retour. Tout cela à un moment où Israël intensifie les mesures de « judaïsation » de Jérusalem, mais aussi la colonisation de nouveaux territoires palestiniens ; ainsi, dernièrement, Netanyahu signa la construction de 1400 nouvelles habitations, dont la moitié autour de Jérusalem et l'autre moitié dans des zones stratégiques en Cisjordanie. A cela, n'oublions pas d'ajouter les bombardements, les assassinats et les milliers de détenus palestiniens dans les geôles israéliennes...

Quelles sont les grandes lignes du projet ?

Le projet du ministre John Kerry part de la création de « deux Etats indépendants » en Palestine ; cependant, il renonce très vite à cette « indépendance » pour donner - comme il est dit - à Israël le droit de protéger la sécurité de son territoire à travers le déploiement, pour une durée de 10 à 15 ans, d'une force militaire sur les frontières séparant les deux Etats.

Le projet ne se contente pas de ces mesures dites « de protection » ; il va encore plus loin, puisqu'il stipule qu'Israël sera aussi chargé de la sécurité des frontières séparant la Cisjordanie de la Jordanie, et plus précisément le long du Jourdain, à travers des systèmes d'observation sophistiqués et permanents.

Cela, sur le plan global. Quant aux autres problèmes contenus dans la Résolution 194 de l'ONU et concernant le sort de Jérusalem et le droit au retour des refugiés palestiniens dans les territoires de 1948 et autres, l'ambiguïté plane ; parce que « L'Accord - cadre », tout en parlant de « Jérusalem - capitale des deux Etats » et aussi du « droit au retour », ne précise pas ce qui va advenir des colonies israéliennes à Jérusalem et dans sa banlieue Est ni les délais pour mettre en application le principe du retour.

Pourquoi une telle ambiguïté sinon parce que l'administration Obama ne veut en aucun cas mettre dans l'embarras le gouvernement israélien, surtout que le ministre Avigdor Liebermann a insisté dans une déclaration récente sur le

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

fait qu'Israël « ne peut accepter qu'un accord de paix ne prenne en considération la question d l'échange des terres »... cet échange qui, selon Liebermann, doit commencer par le « transfert des habitants (palestiniens) hors du triangle et de la vallée de 'AAra afin de renforcer la judaïté d'Israël » et ne se terminer, selon nous, qu'après avoir chassé les Palestiniens qui vivent dans les territoires de 1948, ces territoires étant le point de départ de ce qui est appelé le Grand Israël.

« La vallée du Jourdain est et restera israélienne » ?

Et, afin de pouvoir soutirer de nouvelles concessions des Palestiniens, et des Arabes en général, sans toutefois mettre dans l'embarras l'Administration Obama qui avait fait des promis-jurés concernant l'Etat palestinien, le gouvernement présidé par Netanyahu a pris des décisions irrévocables, non seulement en matière de colonisation, mais aussi dans deux directions principales : la première concernant la proposition faite par une commission ministérielle israélienne de s'emparer de la vallée du Jourdain avant de signer un accord de paix avec les Palestiniens ; la seconde - qui constitue la mise en exécution de la proposition précitée - concernant la création par une bande d'extrémistes (menée par le ministre israélien de l'intérieur, Gédéon Saar) d'une colonie dans cette vallée sous le mot d'ordre : Le Jourdain est israélien, et il le restera. Tout cela accompagné d'une vaste campagne (80 pour cent des Israéliens, dit-on) disant que le projet de John Kerry était incapable de réaliser la paix.

Cette nouvelle campagne menée contre la politique internationale étasunienne vise, sans aucun doute, à soutirer plus d'avantages des responsables étasuniens, surtout à la suite de l'accord avec l'Iran qui a permis à ce pays de briguer la candidature du club du nucléaire, d'une part, toute en mettant en veilleuse le projet israélien de bombarder les réacteurs iraniens. Parce que, pour les responsables israéliens, il n'est plus suffisant que les responsables étasuniens affirment et réaffirment que la sécurité d'Israël st une des priorités de la politique de Washington, il leur faut aussi des preuves tangibles et un appui certain, tant sur le plan économiques que militaires.

L'autorité palestinienne et la politique de reculade

Mais si nous ne sommes pas surpris par l'attitude du gouvernement israélien, qui a toujours su comment profiter de l'appui du lobby sioniste étasunien, l'AIPAC en particulier, afin de liquider le dossier palestinien et de mettre fin au droit au retour, par contre nous ne pouvons qu'être très inquiets de la ligne politique suivie par l'autorité palestinienne. Une ligne qui va dans le sens des exigences étasuniennes, qui accepte sans résistance aucune le retour a la table des négociations bilatérales en dehors des Nations Unies et qui passe sous silence les projets de colonisation du gouvernement israélien. Une ligne que John Kerry qualifia de « sacrifice », puisque, selon des sources bien informées, l'autorite palestinienne serait d'accord sur la suppression de la clause concernant le droit au retour et qu'elle aurait accepté qu'une partie des négociations se fasse dans le secret le plus total, rappelant par là d'autres temps, ceux qui précédèrent la signature de l'accord d'Oslo et tout ce qui s'ensuivit comme tragédies pour le peuple palestinien.

C'est pourquoi il est a craindre que de mauvais jours attendent, de nouveau, le peuple palestinien, tant en Cisjordanie qu'a Gaza, parce que le nouveau projet étasunien va accorder une nouvelle victoire aux Israéliens, leur permettant d'aller plus avant dans leur projet de d'éliminer toute possibilité de voir renaitre l'Etat palestinien...

John Kerry avait présenté l'« accord - cadre » comme étant un puzzle dont les pièces se mettent en place graduellement et après mure réflexion. Jusqu'à maintenant, ce « jeu » a bien réussi aux Israéliens, parce que le négociateur palestinien s'est laissé faire. Va-t-il continuer dans ce sens ? Et que fera la gauche palestinienne pour s'opposer au nouveau projet étasunien et reprendre en main la situation ?

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Telle est la question.

Article paru dans le bimensuel « An Nidaa »

Numéro 229, 17 janvier 2014

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux